

## LA PAUVRETE SOCIO-ECONOMIQUE EN MILIEU URBANO-RURAL : ANALYSE DES ACTIVITES COMMERCIALES INFORMELLES DES FEMMES MARCHANDES DU MARCHE CENTRAL DE LA COMMUNE RURALE D'IDIOFA

Par

**Ghilain BUTUWI MPENG**

*Apprenant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa*

**Thérèse NGANGA BWAL**

*Assistante à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Idiofa*

**Alexis KALUWA MWANGALA**

*Apprenant en Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa*

### RESUME

*Le secteur de l'économie informelle prend le dessus de nos jours sur le secteur formel et cela à un rythme très inquiétant. Il suffit de parcourir une avenue à une autre pour rencontrer deux kiosques ; les enfants qui crient à la longueur de la journée : « Mayi ya malili (eau glacée) » ; des femmes qui crient « tomsone (poissons surgelés) », nguba (cacahouète), minkati (beignet), mangulu (mangue), mantete ya kuyoka (courge grillée), makasu et ngadiadia (noix de cola et petit cola), jus, loso (riz en sachet), spaghetti, sakasaka (feuilles de manioc) ou encore des inscriptions sur les portails des maisons « Cabine téléphonique », la liste n'est pas exhaustive.*

*Cette prolifération d'activités économiques informelles, particulièrement dans les milieux urbano-ruraux, trouve essentiellement sa justification dans la croissance démographique et dans la baisse simultanée des emplois dans le secteur formel et d'entreprises pouvant utiliser la masse paysanne.*

*C'est cette réalité socio-économique est observée dans la vie quotidienne des populations rurales, en général et celles de la commune Rurale d'Idiofa, en particulier, qui ne vivent qu'au taux du jour. C'est ce que nous avons analysé et proposé quelques pistes des solutions pour réduire ce phénomène par sa formalisation.*

**Mots-clés :** *Economie informelle, formalisation, secteur formel, commune urbano-rurale.*

### Summary

*The informal economy sector is now taking over the formal sector at a very worrying rate. It is enough to walk from one avenue to another to meet two kiosks; the children who shout all day long: "Mayi ya malili (ice water)"; Women shouting "tomsone (frozen fish)", nguba (peanut), minkati (doughnut), mangulu (mango), mantete ya kuyoka (grilled squash), makasu and ngadiadia (kola nuts and small cola), juice, loso*

*(bagged rice), spaghetti, sakasaka (cassava leaves) or inscriptions on the gates of houses "Phone Booth", the list is not exhaustive.*

*This proliferation of informal economic activities, particularly in urban-rural areas, is mainly justified by population growth and the simultaneous decline in jobs in the formal sector and in companies that can use the peasant masses.*

*It is this socio-economic reality that is observed in the daily life of rural populations, in general, and those of the Rural Municipality of Idiofa, in particular, who live only at the rate of the day. This is what we have analyzed and proposed some solutions to reduce this phenomenon by its formalization.*

**Keywords:** *Informal economy, formalization, formal sector, urban-rural commune.*

## INTRODUCTION

En dépit de multiples natures de stratégies de survie que les masses laborieuses utilisent pour leurs survies, le secteur informel est très souvent défini par la négative et se caractérise par la fuite organisée devant l'impôt, la concurrence déloyale, l'insalubrité urbaine, etc. Bref, une prolifération conceptuelle négativiste déterminant en grande partie les prises de positions vis-à-vis de ce phénomène.

Comme le souligne Lomami Shomba<sup>1</sup>, « la divisibilité des produits, et leur demande évolutive en raison de la faiblesse de leur pouvoir d'achat, est un facteur qui renforce le couple vendeur/acheteur. Cette relation au-delà de sa fonction économique, favorise une convivialité absente dans le secteur formel où les prix ne donnent pas lieu à des négociations. La baisse sans cesse croissante du pouvoir d'achat des salariés du secteur moderne incite les ménages à rechercher des revenus complémentaires dans le secteur informel pour nouer les deux bouts du mois. On assiste à un dédoublement du secteur formel en secteur informel où chaque activité dite « en règle » a une réplique. (...). L'informel et le formel sont donc intimement liés, ne serait-ce que par la monnaie dont ils font un usage commun.

Toutefois, ce concept (secteur informel) est un outil puissant qui modèle les perceptions, influence l'action et de ce fait, affecte la réalité. On parle alors de l'économie noire, de l'économie sauvage, de l'économie de survie, etc. Paraphrasant Nyabirungu mwene Songa<sup>2</sup>, il y a lieu de parler de la criminalisation de l'économie congolaise qui signifie que celle-ci ne fonctionne plus selon les normes contenues dans nos lois, et que c'est la violation de ces lois qui est devenue la norme régulatrice de la production, de la circulation, de

<sup>1</sup> Propos recueillis tiré de Lomami Shomba dans sa dissertation de licence « Online », axée sur l'économie informelle, 2005.

<sup>2</sup> NYABIRUNGU mwene SONGA, *La criminalisation de l'économie zaïroise*, éd. DES, Kinshasa, 1996, p.8.

l'échange, de la répartition et de la consommation des richesses. D'où, l'interaction et l'imbrication apparaissant entre le formel et l'informel. Résoudre progressivement les problèmes de la pauvreté, c'est en réalité le point de départ du développement d'un pays, développement entendu dans le sens de développement humain durable.

En observant le milieu d'Idiofa, c'est dans l'économie informelle que se concentre la majorité des femmes et des pauvres. C'est aussi à ce niveau que les efforts des instances officielles en matière de protection sociale laissent à désirer. Les femmes qui négocient le budget de ménages au sein de leurs familles, assument la responsabilité sociale, la scolarisation de leurs enfants et la garantie des abris aux membres de leurs familles surtout en milieux ruraux. Ces femmes, très pauvres pour épargner, demandent avant tout une sécurité et une protection sociale.

Partant de cet état de chose, les activités des femmes dans le secteur informel semble dégager, en effet, un surplus qui, malheureusement se dissout le plus souvent dans les circuits familiaux de redistribution, et conduit rarement à un processus d'accumulation et de transformation des conditions technologiques. Selon nos enquêtes sur terrain et après observation et investigation, il se remarque que les revenus dans la plupart des ménages de la commune rurale d'Idiofa proviennent des activités informelles des femmes.

Ainsi, le développement des activités informelles des femmes ne peut donc être abordé uniquement comme un signe de dynamisme de l'activité privée, mais aussi comme la résultante de la précarisation généralisée du travail. Une question a retenu notre attention, à savoir : quel est l'impact des activités informelles des femmes dans la lutte contre la pauvreté en milieu urbano-rural d'Idiofa, plus précisément pour les femmes marchandes du marché de la commune rurale d'Idiofa ? Pour répondre à cette question, nous avons reparti cette réflexion sur les axes suivants :

- l'éclairage des concepts ;
- les analyses et les interprétations des données ;
- la présentation du milieu d'étude.

## **I. L'ECLAIRAGE DES CONCEPTS**

### **I.1. L'économie formelle et informelle**

#### *a. L'économie formelle*

Selon l'Encyclopédie Economique éditée par A.G. Hart<sup>3</sup>, l'économie formelle ou structurée est l'ensemble des activités économiques qui se conforment aux prescriptions juridiques ou légales, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les activités officiellement reconnues et même autorisées par l'Etat.

---

<sup>3</sup> A.G. HART., *Questions économiques*, dans Encyclopédie économique, Paris, Economica, 1984, p.53.

Les activités de l'économie formelle sont essentiellement caractérisées par les critères suivants :

- une technologie avancée exigeant un capital important qui permet l'achat des outils de production moderne. En cas de manque des moyens financiers, les responsables de ces activités ont la faculté de recouvrer au crédit bancaire et peuvent même obtenir des subventions de l'Etat ;
- un mode d'organisation bureaucratique et une comptabilité régulièrement reconnue.

Outre les caractéristiques précitées, il existe des conditions établies aux préalables pour exercer une activité dans le cadre de l'économie formelle, parmi lesquelles nous citons :

- être un agent économique reconnu par la loi;
- avoir les activités économiques autorisées ;
- imposition de l'Etat sur ces activités ;
- poser les actes qualifiés commerciaux par la loi ;
- être immatriculé au registre de commerce et au crédit mobilier (RCCM).

#### ***b. L'économie informelle***

Lomami Shomba<sup>4</sup> pense que (...) nous avons en lieu et place de l'appellation concurrente de secteur informel opté pour le terme économie informelle, qui s'est le plus imposé parmi les diverses appellations utilisées notamment par MacGaffey (économie non formelle, souterraine, secteur informel, secteur marginal, économie informelle, secteur non réglé de l'économie, économie au noir, économie occulte, invisible...). H. Jospin, M. Lubell et J. Mouly l'appellent secteur non structuré, A.M Bose, K. Hart, D. Mazumbar et S.V Sethuraman préfèrent parler de secteur informel. M. Penouil par contre propose l'appellation de secteur en transition.

Selon le Dictionnaire d'économie et des sciences sociales<sup>5</sup> (1990), l'économie informelle revêt plusieurs définitions selon l'acceptation de différents auteurs et selon le secteur de la vie sociale auquel nous pouvons l'appliquer. C'est ainsi que Capuly & O. Garnier<sup>6</sup> estiment que l'économie informelle est un secteur regroupant des unités de productions où la production est effectuée à petite échelle, le capital avancé est faible, le salariat limité.

L'économie informelle est l'ensemble des petites unités s'occupant de produire et de distribuer des biens et services, ayant pour finalité de créer des emplois aux participants et de leur assurer un revenu. Cette production et cette distribution échappent au contrôle de l'Etat.

---

<sup>4</sup> Lomami Shomba, *op. cit.*

<sup>5</sup> *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Paris, Nouvelles édition, Economica, 1990.

<sup>6</sup> Capuly et Garnier, *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Paris, Hatier, 2005.

Quant aux caractéristiques générales de l'économie informelle, Lomami Shomba<sup>7</sup> en donne quelques-unes en disant : « Malgré l'acérbe controverse et le manque de consensus sur la définition de l'économie informelle, les scientifiques s'accordent sur les spécificités de cette économie généralement constituée de micro-entreprises dans lesquelles prestent un maximum de 10 travailleurs dans de nombreux cas ; il s'agit d'entreprises familiales dans lesquelles les femmes offrent leur main d'œuvre sans percevoir de salaire et où les bénéficiaires sont contrôlés par le mari ou l'homme de la maison ». Le même auteur poursuit en disant, « (...) on fait généralement recours aux ressources les plus disponibles, c'est-à-dire celles locales. On y privilégie de même, l'usage intensif de la main d'œuvre plutôt que de recourir à des technologies plus coûteuses. Ces activités sont relativement « invisibles » :

- une technologie rudimentaire ou ancienne souvent avec un capital faible ;
- un mode d'organisation bureaucratique non reconnue qui ne demande pas une formation dans une institution reconnue ;
- la prise du secteur informel est discutable en fonction de la présentation du client ou de l'acheteur ;
- les activités du secteur informel sont difficiles à localiser.

Le Bureau International de Travail au Kenya, cité par Lomami Shomba ajoute quelques sept points de repérage pour définir l'économie informelle, à savoir : la facilité d'accès à l'activité, l'utilisation des ressources locales, la propriété familiale de l'entreprise, l'échelle de l'activité réduite, l'usage de techniques qui privilégient le recours à la main d'œuvre, les qualifications acquises hors du système officiel de formation, le marché concurrentiel et sans réglementation.

En abordant les caractéristiques particulières de l'économie informelle, Lomami Shomba<sup>8</sup> estime qu'on peut percevoir comment s'exprime, la division des rôles : les femmes réalisent les activités intensives en main d'œuvre, moins rémunérées ou sont assimilées aux activités reproductives. (...) Dans le secteur des services, les femmes exercent généralement les métiers de vendeuses, de petits commerçants, de femmes de chambre, de coiffeuses, de blanchisseuses, de personnel de service domestique,... Enfin, dans le secteur agricole, la participation des femmes est très importante. Elles peuvent même devenir majoritaires (...) et combiner les activités d'autres secteurs comme la vente et la transformation artisanale avec les travaux agricoles (...). C'est dans cette dernière catégorie de type d'activités que l'on retrouve les ménagères de la commune rurale d'Idiofa qui exercent leurs activités sur le marché central.

---

<sup>7</sup> Lomami Shomba, *op. cit.*

<sup>8</sup> *Idem.*

En effet, il existe plusieurs causes à l'origine de l'émergence du secteur informel que nous regroupons en deux :

- **les causes d'ordre social :**

Dans les milieux urbains plus particulièrement dans l'agglomération urbano-rurale comme la commune rurale d'Idiofa, il s'observe un gonflement de la population. Cette situation est causée essentiellement par un fort exode rural pour plusieurs raisons parmi lesquelles nous citons : les raisons d'ordres anthropologique et économique, la fuite des contraintes sociales imposée par la tradition, la recherche de loisir et des institutions médicales du type moderne, etc. Cette situation occasionne une augmentation du taux de chômage dans un milieu où il y a moins d'investissements et d'entreprises. Ceci justifie, dans une large mesure, le gonflement du secteur de l'économie informelle. Puisque ce secteur est dans l'impossibilité de satisfaire aux attentes de la population active en perpétuelle croissance, cela contribue à l'émergence de l'économie informelle ;

- **les causes d'ordre économique :**

Hormis les causes d'ordre social susmentionnées, il existe bien d'autres causes qui favorisent l'émergence de l'économie informelle. Sur le plan économique, il faut souligner principalement la situation économique inflationniste qui entraîne : l'incapacité de la banque centrale et des banques de dépôt de satisfaire à la demande en devise ; la diminution sensible du pouvoir d'achat du consommateur qui œuvre dans le secteur de l'économie formelle suite à la baisse du salaire presque qui n'exerce aucune influence sur la vie du travailleur et sur sa famille et enfin, l'amenuisement de la production qui entraîne l'assainissement des travailleurs et cela entraîne à son tour, la diminution du PIB qui est l'un des indicateurs du niveau de vie de la population.

Ainsi, dans le but de faire face à ces difficultés, la population met en œuvre son initiative et arrive à contourner lesdites difficultés par et à travers la création des activités de l'économie informelle pour subvenir aux besoins quotidiens des familles c'est-à-dire pour accroître les revenus.

Par ailleurs, les tares sus-évoquées placent le secteur informel dans une situation de faiblesse de mobilisation de l'épargne et de ce fait, l'exclut de plusieurs opportunités d'appui des secteurs public et privé. Les banques financent les importations, le commerce de gros, la construction, notamment pour les grandes entreprises. Elles ne financent pas les petites entreprises, dont la plupart œuvrent dans l'informel et qui se plaignent du manque de capitaux et d'équipements pour augmenter leur productivité. Il se crée une situation dans laquelle la population manque de moyens pour développer des activités génératrices de revenus.

On peut donc observer dans les milieux ruraux que les fonctionnaires sont massivement impliqués dans l'exercice des activités informelles pour obtenir un complément de revenu dans une autre activité privée. Le développement de l'informel ne peut donc être abordé uniquement comme un signe de dynamisme de l'activité privée, mais souvent comme la résultante de la précarisation généralisée du travail.

Cependant, en dépit de cette nature de stratégie de survie des masses laborieuses, le secteur informel est très souvent défini par la négative et ce, caractérisé par la fuite organisée devant l'impôt, la concurrence déloyale, l'insalubrité urbaine ; bref, une prolifération conceptuelle négativiste déterminant en grande partie les prises de position vis-à-vis de ce phénomène.

En effet, ce concept est un outil puissant qui modèle les perceptions, influence l'action de l'économie de survie (de l'économie de la cité informelle, ne tenant pas la comptabilité et de pauvreté).

A dire vrai, le processus d'émergence du secteur informel passe par le maintien des activités traditionnelles à travers le bouleversement produit par la société industrielle ; le surgissement du secteur informel comme ultime recours pour la survie. L'informalité devient une ressource quand il y a un bouleversement des solidarités traditionnelles, une pénurie d'emplois ou un manque de qualification.

Il s'agit également de la concurrence avec le secteur moderne. Dans ce cas, l'informel est sans doute un acteur majeur de la croissance et donc de l'émergence dans les milieux ruraux surtout ceux des pays en développement.

### *c. La situation de l'économie informelle en RD. Congo*

L'économie de la République Démocratique du Congo est aujourd'hui bien plus pauvre qu'elle ne l'était à l'indépendance. La désorganisation de l'offre et l'érosion presque continue de la demande l'ont entraînée depuis les années 1970 dans une spirale négative, provoquant l'informatisation des secteurs entiers, voire leur « criminalisation » jusqu'à ce que le pays s'installe dans une économie de guerre à la fin des années 1999. Cela fut déjà souligné par le Rapport de la Conférence Nationale Souveraine tenue à Kinshasa en 1992 qui démontrait noir sur blanc, l'émergence de l'économie informelle. Vingt ans après, et comme on peut l'observer à Idiofa particulièrement, on a une avancée fulgurante des activités économiques informelles.

A Idiofa, on peut constater que la population œuvrant dans l'économie informelle provient de la population en âge actif dans toutes les catégories même les fonctionnaires. La part de l'économie informelle dans la création d'emplois s'est accrue continuellement au point de devenir le « secteur dominant » à Idiofa. C'est dire que le secteur informel surtout à Idiofa ne joue

pas un rôle essentiel dans l'économie nationale, mais il fournit des revenus minimum à cette population.

## **I.2. La pauvreté socio - économique**

### *a. Les définitions*

Le concept de « pauvreté » est multidimensionnel. Il ne se limite pas seulement aux restrictions ou aux privations découlant de la seule insuffisance en revenu. Le pauvre est privé également des possibilités de mener une vie descente et épanouissante. Ce concept peut aussi avoir des caractères culturels, moral, spirituel.

Selon Wikipédia<sup>9</sup>, « la pauvreté désigne dans une société donnée le fait d'être dans une situation d'infériorité matérielle par rapport aux individus les plus favorisés ; cela se traduit notamment par des difficultés à subvenir à ses besoins et à ceux de ses proches, mais aussi par une stigmatisation de la part des personnes plus riches.

Toutes ces formes différences la pauvreté humaine de la pauvreté monétaire. Les manifestations de la pauvreté doivent dès lors s'appréhender non seulement par l'analyse du revenu ou de la consommation, mais aussi en fonction de l'accès aux services sociaux et aux capacités. Pour une raison méthodologique, nous mettons l'accent sur l'aspect socioéconomique de la pauvreté.

### *b. L'évolution du concept « pauvreté »*

Historiquement, une vision religieuse de la pauvreté (en réalité de la misère) a rendu les pauvres fonctionnels. Les religieux permettaient aux riches de racheter leurs péchés par l'aumône. A partir du 16<sup>ème</sup> siècle, la laïcisation de ce problème a conduit à distinguer le bon et le mauvais pauvre, d'où deux types d'actions : la potence et la pitié, cette dernière se manifestant dans la création de fonds sociaux.

Plus tard, c'est une vision caritative qui prend le relais avec le thème de solidarité relayée par une vision « moderniste-technocratique » qui est aujourd'hui, celle des organisations internationales. Cette vision qui est celle des « hygiénistes » du 19<sup>ème</sup> siècle fait porter les actions précisément sur la misère qui doit être traitée comme une épidémie à éradiquer. La pauvreté sera désamorcée (non pas éliminée) dès lors que la première aura disparu.

Au 20<sup>ème</sup> siècle, de nouvelles catégories sont apparues soulignant que la pauvreté était devenue relative, c'est-à-dire synonyme d'écart par rapport au mode de vie et au niveau de possession des moyens. La pauvreté était généralisée dans l'Europe pré-industrielle, et la distribution des revenus y était

---

<sup>9</sup> Wikipédia., consulté le 22/04/2024 à 9h50'.

bimodale c'est-à-dire répartie en deux groupes très distincts : les quelques très riches et le peuple pauvre. Aussi, à partir de la fin des années 1980, l'impact des programmes d'ajustements structurels oblige à se pencher sur le sort des exclus des progrès économiques. Deux problèmes de fonds sont posés : des inégalités croissantes et un désistement de l'Etat de ses fonctions régulatrices, celui-ci tendant plutôt à s'effacer devant les marchés de globalisation technologique.

### *c. La compréhension socio-économique*

La pauvreté socio-économique se manifeste sous diverses formes : absence de revenu et des ressources productives suffisantes pour assurer des moyens d'existence viables (faim, mal nutrition, mortalité accrue, environnement insalubre, discrimination sociale et exclusion).

En effet, la pauvreté est plus ressentie en milieu rural qu'au milieu urbain. L'on y trouve le plus grand nombre de pauvres, plus accentué en milieu rural qu'en milieu urbain même si elle s'y développe moins rapidement. La pauvreté en milieu rural s'est particulièrement aggravée dans la période récente qui coïncide avec celle de la crise militaro-politique que connaît la RD. Congo avec l'agression rwandaise. Tous les milieux ruraux en subissent les coups.

## **II. LA PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE<sup>10</sup>**

### **II.1. La situation géographique du marché central d'Idiofa**

Le marché central d'Idiofa qui fait l'objet de cette étude se trouve dans le quartier N'goompos, l'un des sept quartiers de la commune rurale d'Idiofa, situé en plein Centre commercial de ladite commune. Ce marché est borné :

- au Nord par l'avenue Musanga qui le sépare avec l'EP4 (Central des filles) et le centre hospitalier ISTM-Idiofa ;
- au Sud par le stade Mayunga et le Bureau de la Police Nationale Congolaise ;
- à l'Est par le Boulevard Kabila qui le sépare du Camp Commis ;
- à l'Ouest par la petite route de DPP.

### **II.2. L'aperçu historique du marché central d'Idiofa**

L'actuelle commune rurale d'Idiofa était un centre coutumier. Ce centre n'avait aucune boutique, ni pharmacie. Après l'indépendance, le problème du développement a nécessité l'importance indispensable du marché des denrées alimentaires par troc ; c'est-à-dire l'échange soit des produits, soit produits contre produits.

Ce marché commença à l'actuelle paroisse de la CUEBC/Kinduku, pour être transféré ensuite par Monsieur Tshimangung qui estimait que les activités soient exercées officiellement.

---

<sup>10</sup> Les informations sur le milieu d'étude ont été puisées auprès de l'administrateur du marché.

Le marché central fut créé en 1961, son installation en 1970. De 1970 à 1975, l'Etat organisait le marché avec le concours de l'inspecteur des Affaires économiques en l'occurrence Monsieur Lukombo en supprimant les taxes. De 1975 à 1980, l'Administrateur dotait le marché d'une structure politique, l'Etat organise de nouveau la perception des taxes en suivant l'arrêté ministériel n°38/2003 du 1<sup>er</sup> mars 2003.

De ce temps, plusieurs Chefs du marché s'y sont succédés. Bien que certaines personnes se joignaient à elles, l'endroit ne présentait pas une bonne organisation car ce marché n'avait ni boutiques, ni pharmacies, ni dépôts, et les marchands exposaient leurs articles sur les nattes. La colonisation terminée, vient l'indépendance. Monsieur Mubetshi Jules succède le Chef Tshimangung et transfère ce marché de l'ancien site à l'actuel emplacement où il est organisé aujourd'hui.

D'après les propos recueillis auprès des anciens vendeurs, la création du marché central remonte en 1961 mais son emplacement actuel ne date que de 1970. Il fait partie de son terrain originel aujourd'hui presque occupé par la paroisse CUEBC/Kinduku pour s'implanter à l'actuel site au bord de la grand-route.

Actuellement, le marché a une forme irrégulière et on peut voir sur son espace aménagé et semi-planifié, des équipements uniformes et d'autre d'auto-construction.

### **II.3. Les aspects humain et économique**

Le marché central d'Idiofa compte, selon l'Administrateur du marché, environ plus de 1.000 vendeurs et cela varie du jour au jour avec une majorité constituée de femmes.

En effet, cette population augmente chaque année et chaque jour; les vendeurs proviennent, les uns des milieux assez proches du marché: quartiers Mapela, Lumumba, N'goompos, Ebaa, Congo, Minampala, Combilim, Mulele et d'autres proviennent des villages environnants. Le marché central d'Idiofa ouvre ses portes tôt le matin vers 7h<sup>00</sup> et les ferme aux environs de 17h<sup>00</sup>. Cependant, les vendeurs se trouvant le long de la grand-route continuent à vendre jusque tard dans la nuit.

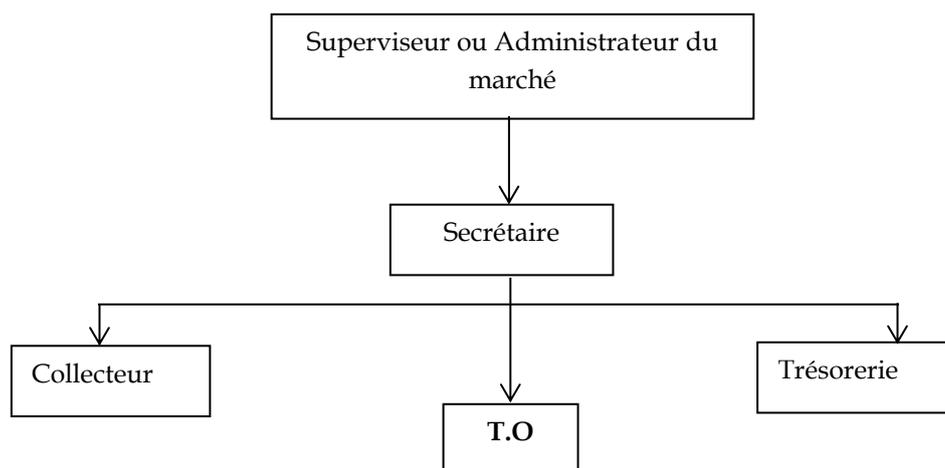
Les vendeurs exposent leurs produits sur les étagères, les tables, dans des ligablos, ou à même le sol. Le commerce flottant est aussi existant la vente des produits vivriers en détail est prédominante et un grand nombre de vendeurs fractionnent leurs marchandises à l'extrême et les exposent à même le sol.

Il est à noter que la commune rurale d'Idiofa est l'une des plus importantes communes dans la Province du Kwilu sur le plan économique. L'agriculture

traditionnelle, l'élevage de petit bétail et le petit commerce sont des activités principales pratiquées dans l'informel par les habitants de cette entité.

Le marché central de la commune rurale d'Idiofa est la plaque tournante de toutes ces activités économiques et est organisé de la manière suivante :

#### ORGANIGRAMME DU MARCHÉ CENTRAL D'IDIOFA



#### Commentaire :

Comme nous montre l'organigramme ci-haut, à la tête du Bureau, nous retrouvons un Administrateur qui supervise les différents services du marché. Il est secondé d'un secrétaire qui fait la correspondance des entrées et des sorties ; ensuite viennent les cellules de finances, c'est-à-dire des collecteurs qui récoltent l'argent au marché et le versent à la trésorerie.

Le service d'hygiène, les travailleurs ordinaires (T.O) assurent l'assainissement et la propreté du marché. Les recettes du marché proviennent en grandes parties de la vente des tickets auprès des vendeurs et vendeuses qui inondent le marché.

### III. LES ANALYSES ET LES INTERPRETATIONS DES DONNEES

Nous analysons et interprétons les données collectées sur le plan économique. Mais avant tout, il paraît important de présenter la structure de la population sur laquelle nous avons effectué nos enquêtes.

#### III. 1. La structure de la population enquêtée

L'enquête s'est effectuée sur un échantillon tiré aléatoirement de 175 femmes marchandes dont 25 par quartier sur l'ensemble de la population féminine de 7 quartiers du marché central de la commune rurale d'Idiofa. Cette population

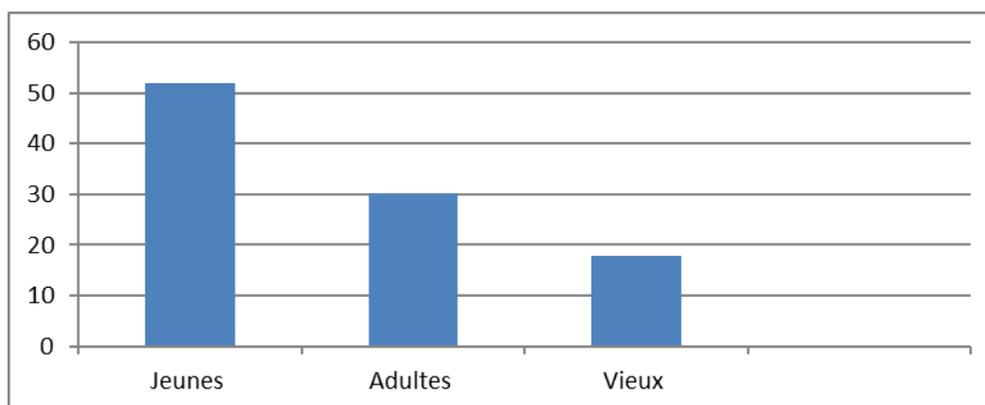
est constituée des jeunes, adultes et vieilles femmes marchandes. Nous avons constitué un échantillon de 175 femmes marchandes.

**Tableau 1. La répartition des personnes (femmes) enquêtées par quartier et par tranche d'âges**

Quartiers	Nombre de personnes enquêtées	Jeunes	%	Adultes	%	Vielles	%
Congo	25	18		04		03	
Ebaa	25	12		07		06	
Lumumba	25	11		09		05	
Mapela	25	13		04		08	
Minampala	25	10		12		03	
Mulele	25	14		07		04	
N'goompos	25	13		10		02	
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>91</b>	<b>52%</b>	<b>53</b>	<b>30,2%</b>	<b>31</b>	<b>17,7%</b>

Source : Enquête sur terrain, décembre 2022

**Graphique 1. La structure de l'échantillon par tranche d'âge**



**Commentaire :**

Le graphique ci-dessus illustre bien que l'échantillon de la population enquêtée est en majorité la tranche des personnes jeunes, soit 52% du total. Celle des adultes est en deuxième position, soit 30,2%, et celle des vieux est minoritaire, soit 17,7%. Ceci indique bien que les personnes concernées par les activités marchandes dans l'informel sont plus les jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans.

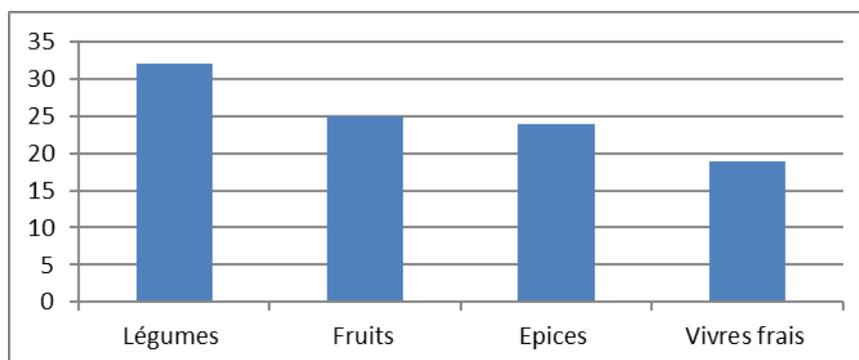
**a. Les catégories d'activités commerciales exercées**

Rappelons que le commerce est l'activité principale des activités pratiquées informellement par les femmes dans la commune rurale d'Idiofa. Et, parmi ces activités, nous pouvons citer principalement :

- la vente des légumes (feuilles de manioc, oseille, tomates, amarantes) ;
- la vente des fruits (oranges, mangues, « Nsafu ») ;

- la vente des épices (oignons, ails, « Ndembi »);
- la vente des vivres frais (« Mpiodi », poulet).

**Graphique 2. Les catégories des ventes en % du total de l'échantillon**



Source : L'adaptation personnelle sur base des données d'enquêtes.

**Commentaire :**

Le graphique ci-dessus illustre clairement que la majorité de femmes marchandes dans la commune rurale d'Idiofa vendent les légumes, et celles qui vendent les fruits sont en deuxième position, suivies des vendeuses des épices, et la minorité vendent les vivres frais.

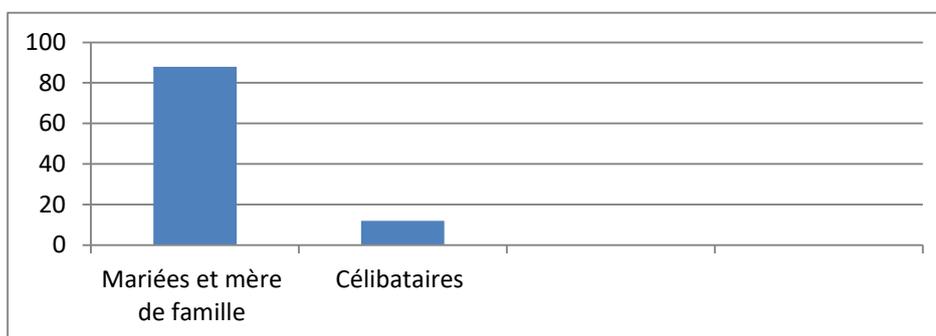
**b. L'état civil des personnes enquêtées**

Notre enquête s'est effectuée sur les femmes maraîchères mariées et célibataires sur les 7 quartiers de la Commune rurale d'Idiofa tout en respectant l'échantillon dressé.

**Tableau 2. L'état civil des femmes marchandes enquêtées par quartier**

Quartier	Nbre total	Mariés et mères de famille	%	Célibataires	%
CONGO	25	21		4	
MINAMPALA	25	23		2	
MULELE	25	22		3	
MAPELA	25	20		5	
N'GOOMPOS	25	19		6	
LUMUMBA	25	24		1	
EBAA	25	25		0	
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>154</b>		<b>21</b>	
%			88%		12%

Source : Enquête sur terrain, 2022

**Graphique 3. L'état civil des femmes marchandes enquêtées par quartier**

Source : Selon les données du tableau 2

#### Commentaire :

Les résultats du tableau et du graphique ci-dessus illustrent clairement que la majorité des femmes marchandes enquêtées sont des mères de famille (soit 88% du total), et la minorité sont des célibataires, soit 12% du total.

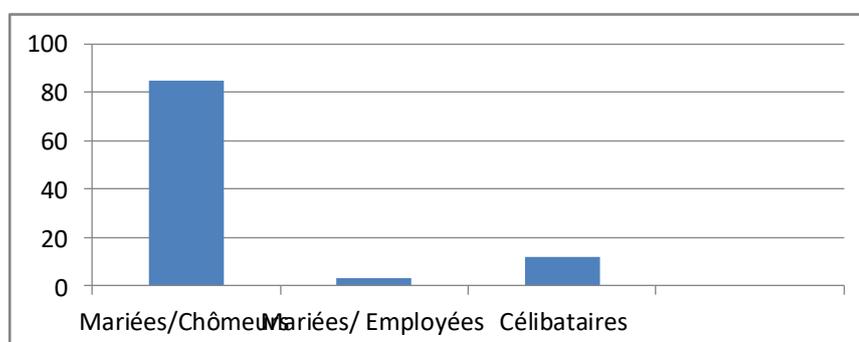
Quand en est-il alors de la situation des maris de ces femmes enquêtées ? Nous avons effectué une enquête à ce propos dont voici les résultats dans le tableau et graphique ci-dessous.

**Tableau 3. La situation des maris des femmes marchandes enquêtées par quartier**

Quartier	Nbre Total	Marié/Chômeurs	%	Marié/Employés	%	Célibataires	%
Lumumba	25	20		1		4	
N'goompos	25	22		0		3	
Minampala	25	19		1		5	
Congo	25	23		1		1	
Mapela	25	23		0		2	
Ebaa	25	21		1		3	
Mulele	25	21		1		3	
	<b>175</b>	<b>149</b>	<b>85%</b>	<b>5</b>	<b>3%</b>	<b>21</b>	<b>12%</b>

Source : Enquête sur terrain, 2022

**Graphique 4. La situation des maris des femmes marchandes enquêtées par quartier**



**Commentaire :**

Les résultats du tableau et du graphique ci-dessus montrent que la plupart des femmes marchandes enquêtées sont celles dont les maris sont des chômeurs, sans emplois, soit 85% du total, et celles dont les maris employés dans le secteur formel sont minoritaires, soit 3% du total et celles qui sont célibataires, soit 12%.

**III.2. Le mode de financement des activités commerciales**

Il ne suffit pas seulement de savoir l'impact des activités des femmes marchandes sur l'économie, mais de se demander comment financent-elles leurs activités ? Ont-elles accès aux crédits bancaires ou non ?

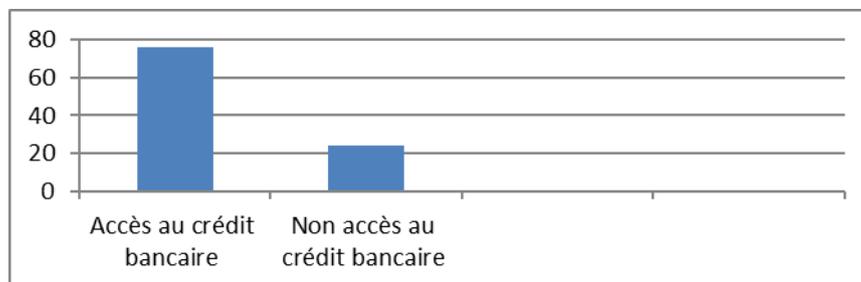
Nos enquêtes ont apporté éclairage sur le mode de financement des activités de ces femmes marchandes. Le tableau et graphique ci-dessous nous informent clairement à ce propos.

**Tableau 4. Le mode de financement des activités des femmes marchandes par quartier**

Quartiers	Nbre Total	Accès au crédit Bancaire	%	Non accès au crédit Bancaire	%
Congo	25	19		6	
Minampala	25	18		7	
Mapela	25	22		3	
Mulele	25	20		5	
Lumumba	25	16		9	
N'Goompos	25	20		5	
Ebaa	25	18		7	
<b>Total</b>	<b>175</b>	<b>133</b>	<b>76%</b>	<b>42</b>	<b>24%</b>

Source : Enquête sur terrain, 2022

**Graphique 5. Le mode de financement des activités des femmes marchandes par quartier**



*Source : L'adaptation personnelle, sur base des données du tableau n°4.*

**Commentaire :**

Les résultats des tableau et graphique ci-dessus montrent que la majorité des femmes marchandes enquêtées n'ont pas accès aux crédits bancaires du secteur formel, soit 76% du total, et celles qui ont y ont accès sont minoritaires, soit 24% du total.

**III.3. L'analyse et l'interprétation des résultats des données statistiques**

Commençons par dire que l'échantillon de cette recherche est constitué en majorité des femmes âgées de 18 à 25 ans, soit 52% du total. En outre, la majorité d'entre elles sont des mères de familles dont les maris sont pour la plupart des chômeurs. Ceci traduit le fait que les emplois sont presque inexistantes et le chômage bat son plein dans la commune rurale d'Idiofa.

Cette situation prouve à suffisance que dans les résultats du tableau et du graphique ci-dessus montrent que la plupart des femmes marchandes étiquetées sont celles dont les maris sont des chômeurs, sans emplois, soit 85% du total, et celles dont les maris employés dans le secteur formel sont minoritaires, soit 3% du total et 12% sont des femmes célibataires. C'est dire que les femmes marchandes, dont les maris sont des chômeurs, jouent un rôle très important dans la survie des foyers et dans la lutte contre la pauvreté socio-économique.

Les données statistiques du tableau 4 prouvent à suffisance que les activités économiques de ces femmes marchandes ne sont pas soutenues par des financements internes et externes, si bien qu'il n'existe pas une politique d'accompagnement et d'encadrement par le pouvoir public de ces activités exercées par ces femmes marchandes.

## CONCLUSION

Le secteur informel est devenu une réalité quotidienne inévitable en RDC. L'étude de cette réalité est devenue une réponse aux questions qui touchent quotidiennement à la vie des congolais. Nos investigations ne se sont pas écartées de cette évidence. Il a été question pour nous de décrire, d'analyser et d'interpréter les données d'enquête sur l'impact des activités commerciales des femmes marchandes dans le marché central d'Idiofa dans la lutte contre la pauvreté dans la commune rurale d'Idiofa.

Tout compte fait, cette étude a été subdivisée en trois axes dont le premier a fait l'objet d'éclairage des concepts pour une bonne compréhension de l'étude.

Le deuxième a présenté le milieu d'étude de cette recherche : la commune rurale d'Idiofa, en RDC. Nous avons insinué le fait que cette cité est agricole, où les activités économiques se déroulent à 80% dans l'informel et que les femmes jouent un rôle important dans l'exercice de ces activités. Elles sont dans la lutte contre la pauvreté.

Et enfin, le troisième axe a abordé l'objet d'analyse proprement dite de l'impact des activités commerciales des femmes marchandes dans la lutte contre la pauvreté. Les données collectées sur terrain ont montré que, outre le fait qu'elles soient pour la plupart des mères de familles dont les maris sont en majorité chômeurs (tableau 3), les femmes marchandes dans la commune rurale d'Idiofa, âgées pour la plupart de 18 à 25 ans (Graphique 2), jouent un rôle incontournable dans la lutte contre la pauvreté socio-économique dans leurs foyers grâce aux revenus que ces activités leur rapportent.

Toutefois, ces activités ne sont pas, pour la plupart, soutenues par les financements du secteur formel (tableau 4) et il n'existe pas de structure d'encadrement et de suivi de ces activités. D'où, certaines difficultés qu'elles éprouvent pour résister. Face aux multiples problèmes familiaux (scolarisation des enfants, soins médicaux, restauration- quotidienne). Au vue de ces résultats, nous pouvons affirmer le secteur informel des femmes dans ce milieu urbano-rural d'Idiofa est une réponse efficace contre la crise économique qui sévit dans ce milieu. Ces activités ont un impact considérable et positif dans la lutte contre la pauvreté socio-économique des ménages.

Nous suggérons alors qu'étant donné leur inévitable impact sur la survie des foyers dans les milieux ruraux, et au-delà du rôle que doit avoir un Gouvernement sur la création d'emplois du secteur formel, les activités commerciales informelles des femmes devront faire l'objet d'une attention particulière par le Gouvernement ; car ce dernier est l'Instance suprême de gestion et de régulation des activités économiques du pays. Ceci exige non seulement un soutien en termes de financements adaptés et efficaces de ces activités, mais aussi un accompagnement soutenu et durable en soutenant par exemple certaines initiatives locales de ces ménages quand elles se constituent par exemple en A.V.E.C (Associations villageoises d'Épargne et de Crédit) pour que celle-ci puisse relever leurs revenus et elles pourront être porteuse d'espoir pour leur futur.

Comme le dit Lomami Shomba, l'économie informelle et la nécessité d'une réforme de la réglementation du petit commerce en droit congolais serait une soupape de sûreté par la création d'emplois qu'elle favorise.

**BIBLIOGRAPHIE**

1. A.G. Hart., *Questions économiques*, dans Encyclopédie économique, Paris, Economica, 1984.
2. Capuly. et Garnier., *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Paris, Hatier, 2005.
3. *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Paris, Nouvelles édition, Economica, 1990.
4. Les informations sur le milieu d'étude ont été puisées auprès de l'administrateur du marché.
5. Nyabirungu Mwene Songa, *La criminalisation de l'économie zaïroise*, éd. DES, Kinshasa, 1996.
6. Propos recueillis tiré de Lomami Shomba dans sa dissertation de licence « Online », axée sur l'économie informelle, 2005.
7. Wikipédia., consulté le 22/04/2024 à 9h50'